

Vaud

Le comité du Parti socialiste veveysan démissionne en bloc

Décidément, rien ne va plus au sein du PS de Vevey, dont les cinq membres du comité ont annoncé leur départ lundi soir en assemblée générale. Ils ont beau s'en défendre, tout semble indiquer que la crise Girardin, du nom du municipal dans le collimateur de la justice, soit à l'origine de ces départs. L'ex-présidente Isabel Jerbia et l'ex-vice-président Julien Rilliet focalisent plus particulièrement les critiques. D'autres soulignent également la tendance à l'autoritarisme des désormais ex-têtes pensantes du parti. **Page 8**

Rien ne va plus au Parti socialiste veveysan

Politique
Le comité a démissionné en bloc. Mais nie qu'il s'agit d'un aveu de mauvaise gestion de la crise Girardin

Stéphanie Arboit

«Chères et chers camarades, il est parfois nécessaire de faire table rase pour repartir sur de nouvelles bases.» Voici le début de l'allocution lue lundi soir en assemblée générale du Parti socialiste veveysan. Conclusion de cette déclaration: le comité actuel, constitué de 5 membres, démissionne en bloc.

Un bureau transitoire de 4 personnes a été formé, pour servir de «cellule de recrutement» - comme la qualifie la présidente sortante, Isabel Jerbia - avec «pour fonction de préparer l'élection pour repourvoir le prochain comité». Selon Jessica Jaccoud, présidente du PS Vaud, le parti cantonal «prend acte de la décision du PS Vevey, qui a agi selon ses statuts et en toute autonomie». En coulisses pourtant, on s'agace d'une décision «pas très maligne au lieu d'avoir mis à profit le temps de l'été pour préparer la relève». Comment en est-on arrivés à un tel cul-de-sac? Enquête.

«Mail aux relents staliniens»

«Ils ont montré trop de marques de soutien à Lionel Girardin, alors que ça commençait à sentir sacrément le roussi», déclare une voix socialiste depuis Lausanne. «La meilleure chose à faire était de se distancier», estiment plusieurs observateurs de gauche sur la Riviera. Bref, l'actuel comité, et en particulier ses désormais ex-présidente, Isabel Jerbia, et ex-vice-président, Julien Rilliet, sont pointés du doigt. Parmi les agissements qui leur sont reprochés, une consigne hyperstricte contre la potentielle suspension de Lionel Girardin au moment où le Conseil communal avait dû se prononcer sur ce sujet. Julien Rilliet avait écrit aux 18 autres élus socialistes: «Dans un cas de figure comme celui-ci, c'est le principe de la solidarité et du parti qui priment. On fait confiance au chef de groupe et on se tait. L'heure des comptes vient après. Quiconque ne respecte pas cela est coupable de trahison, ni



«Nous avons voulu aller vite et bien, mais cela a brusqué et déstabilisé des anciens»

Isabel Jerbia Ex-présidente du PS Vevey



«Le PS a voulu creuser et faire toute la lumière. Nous voulions clarifier si certains documents pouvaient être utilisés»

Julien Rilliet Ex-vice-président du PS Vevey

plus ni moins.» Démissions attendues en cas de non-respect de la consigne! «Un mail aux relents staliniens» pour des proches du dossier.

Aujourd'hui, Isabel Jerbia contextualise: «C'était notre rôle de faire appliquer la décision votée et acceptée démocratiquement à l'interne de notre section. Comme dans une famille, on se dit certains mots qui ne doivent pas arriver sur la place publique. Ces mails paraissent violents mais il faut voir la virulence d'autres courriers, depuis deux ans, de membres qui ont perdu la notion de ce qu'il est permis de dire ou pas au nom de la liberté d'expression et publique-ment.»

Depuis que Lionel Girardin est dans le collimateur de la justice, le PS Vevey a appelé à ce qu'il démissionne avec effet immédiat. Julien Rilliet assume l'apparent revirement: «Nous pensions que l'audit le visant n'allait mettre en avant que des maladroites. Nous avions confiance en lui et avons peut-être fait preuve d'un peu de naïveté.»

Salle louée à Lionel Girardin

Début 2017, des membres avaient dénoncé «l'aberration» que le PS ne fasse plus ses réunions gratuitement (au Caveau Scanavin ou dans des maisons de quartier) mais dans le coworking de Lionel Girardin, à 700 fr. par an. «Cette décision a été prise à l'écrasante majo-

rité. Mais les *Neinsager* n'acceptent pas et reviennent là-dessus de manière cyclique, s'agace Julien Rilliet. Pourtant si nous devons changer de salle, nous payerons sans doute plus cher.» «Nous avons donné un cadre stable et des conditions de travail correctes, avec wi-fi et possibilité de projeter les informations, plutôt qu'un caveau sans réseau ou des maisons de quartier indisponibles», ajoute Isabel Jerbia.

«Bâtons dans les roues»

Une dizaine de jours avant la révélation de l'affaire Girardin par «24 heures», le PS Vevey s'était fendu le 12 avril d'une «note à la presse», censée éteindre l'incendie. Elle est désormais antitadée au 12 février sur le site Internet du parti. «Cela pour que ce ne soit pas la première chose qui apparaisse», se justifie Julien Rilliet.

Autre fait surprenant: Julien Rilliet a écrit à la Municipalité et à la Commission de gestion (Coges), qui enquêtait sur l'affaire Girardin, estimant que certains documents ne devaient pas être portés à la connaissance des commissaires. Une démarche qualifiée de «bâtons dans les roues» par des observateurs. «Au contraire, le PS a voulu creuser et faire toute la lumière, se défend Julien Rilliet. Nous voulions clarifier si certains documents pouvaient être utilisés plutôt que de risquer de voir le rapport de la Coges invalidé si elle n'avait pas procédé correctement.»

Nouveau fonctionnement

Plusieurs politiciens de la Riviera critiquent «l'autoritarisme» des deux têtes pensantes sortantes. «À notre arrivée, le bateau coulait. Il est passé de 3 municipaux à 1 seul. Le groupe enregistrait les propositions de son syndic Laurent Ballif mais n'était plus force de propositions. Nous avons au contraire déposé 34 objets en deux ans au Conseil communal», souligne Isabel Jerbia. Qui estime, en chœur avec Julien Rilliet: «Nous avons mis en place avec le comité tous les outils pour que le parti fonctionne correctement. Nous avons voulu aller vite et bien, mais cela a brusqué et déstabilisé des anciens.»

Leur départ sonne pourtant comme un aveu de mauvaise gestion de la crise Girardin. «Les gens l'analyseront comme ils l'entendent. Nous n'avons pas forcément fait tout juste, mais nous pouvons partir la tête haute», conclut Isabel Jerbia.